



Conseil de sécurité

Distr. générale
12 août 2003
Français
Original: anglais

Lettre datée du 11 août 2003, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Allemagne et des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons le plaisir de vous faire tenir ci-joint le rapport final sur l'activité de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan sous commandement allemand/néerlandais pour la période allant du 11 mai au 11 août 2003 (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Wolfgang **Trautwein**

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Arjan **Hamburger**



Annexe à la lettre datée du 11 août 2003, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Allemagne et des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies

Rapport trimestriel sur les progrès réalisés en vue de l'application du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan

Résumé

La troisième phase de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS III) sous commandement allemand/néerlandais, d'une durée de six mois, a pris fin le 11 août 2003. La FIAS III, composée de contingents de 30 pays, a exécuté sa mission conformément aux dispositions applicables du mandat énoncées dans les résolutions 1386 (2001), 1413 (2002) et 1444 (2002) du Conseil de sécurité ainsi que dans l'Accord de Bonn et l'Accord technique militaire.

D'une manière générale, la situation en matière de sécurité est restée préoccupante tout au long de la période. Les forces d'opposition étaient toujours capables de créer un sentiment d'insécurité parmi la population afghane et la communauté internationale. Toutefois, bien que la FIAS ait eu des pertes à déplorer à la suite d'attaques et d'autres incidents, elle a pu renforcer la sécurité dans la zone de responsabilité (ZDR). Elle a réduit les risques d'attaques à la roquette en menant activement des opérations et en coopérant étroitement avec les organisations afghanes de sécurité. La vigilance s'est sensiblement améliorée, et les activités menées dans les domaines psychologique, de l'information et des médias ont contribué de façon significative aux résultats obtenus. Globalement, la zone de responsabilité de la FIAS, c'est-à-dire la région de Kaboul, est restée relativement sûre par rapport à certaines autres régions du pays.

La FIAS III a également contribué à la mise en place des nouvelles structures afghanes de sécurité. Le Groupe de travail chargé de la réforme du secteur de la sécurité et l'Organe mixte de coordination, en particulier, ont permis de renforcer la capacité de l'autorité de transition à gérer efficacement la situation dans le pays. Outre son rôle de coordination au sein de ces organes, la FIAS a participé à la mise en place des structures de sécurité en fournissant à l'Armée nationale afghane, à la police et à la police des frontières un appui en matière de formation. Elle était prête à appuyer le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) dans sa zone de responsabilité, mais celui-ci a été reporté au-delà de la période de son mandat. En revanche, le processus constitutionnel (par exemple l'organisation d'une loya Jirga) s'est poursuivi comme prévu, y compris en ce qui concerne la participation de la FIAS à la planification des mesures de sécurité.

Au cours de la période considérée, la reconstruction de l'aéroport international de Kaboul est restée l'un des principaux objectifs de la FIAS III. Son importance en tant que principale ligne de communication est manifeste. Toutefois, il est indispensable d'en faire une plate-forme internationale de correspondance et la porte d'entrée de la capitale afghane pour disposer de liaisons permanentes et fiables avec le reste du monde. Plusieurs compagnies aériennes ont fait part de leur intérêt à établir des liaisons aériennes régulières avec Kaboul dès août 2003, et ce dans le respect des normes fixées par la FIAS.

On peut donc dire que la FIAS a réussi à préserver et même à améliorer la sécurité dans sa zone de responsabilité et qu'elle a contribué de manière non négligeable à la mise en place de diverses structures dans le domaine de la sécurité. Le principal indicateur de ce succès est peut-être l'appui massif qu'elle continue de recevoir de la part de la population du grand Kaboul.

I. Introduction

Le présent rapport est soumis en application des résolutions 1386 (2001) et 1444 (2002) du Conseil de sécurité. Il porte sur la période écoulée depuis la présentation du premier rapport de la FIAS III, et présente également l'évaluation finale de l'action de la FIAS III avant la passation du commandement à la FIAS IV.

II. Pertes

Depuis le début de la troisième mission de la FIAS, cinq soldats et un interprète local afghan sont décédés à la suite d'accidents et d'attaques dans le théâtre d'opérations, deux soldats sont morts de cause naturelle et 62 autres ont perdu la vie lorsque l'avion qui les emportait à l'issue de leur tour de service s'est écrasé. En outre, un nombre relativement important de personnel de la FIAS a été blessé, pour certains grièvement. La FIAS III tient à leur rendre hommage, en particulier à ceux qui ont payé de leur vie l'appui fourni à la paix et à la stabilité dans un nouvel Afghanistan.

III. Objectifs de la FIAS III

a) Mandat et mission

Le mandat et la mission de la FIAS sont toujours les mêmes. Aux termes de l'Accord de Bonn du 5 décembre 2001, des résolutions 1386 (2001) et 1444 (2002) du Conseil de sécurité, de l'Accord technique militaire et d'un mémorandum d'accord concernant les dispositions en matière de commandement et les questions connexes de la Force internationale d'assistance à la sécurité, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas, « pays pilotes » de la Force, ont défini la mission de la FIAS III comme indiqué ci-après :

La FIAS III a pour mission d'aider l'Autorité de transition à maintenir la sécurité dans la zone de responsabilité de la Force, de telle sorte que l'Autorité de transition et le personnel des Nations Unies puissent travailler dans un environnement sûr et rendre possible la mise en place de structures de sécurité en Afghanistan, conformément à l'Accord de Bonn et aux dispositions de l'Accord technique militaire.

b) Pays participants

Trente pays fournissent actuellement des contingents plus ou moins importants à la FIAS. Au cours des six derniers mois, deux nouveaux pays, le Luxembourg et le Canada, se sont joints à la Force tandis que la République tchèque l'a quittée. Au total, les effectifs opérationnels de la Force s'élèvent à environ 5 400 hommes. Au sein de cette structure, la brigade multinationale de Kaboul, qui compte environ

3 100 hommes de 26 nationalités différentes, représente le principal élément opérationnel. Ces forces permettent à la FIAS de mener à bien ses tâches militaires à l'intérieur de la zone de responsabilité de Kaboul et d'aider les autorités afghanes à assurer la sécurité.

c) Structure de la FIAS III

La structure de commandement et d'organisation de la FIAS III sur le théâtre d'opérations comprend les éléments suivants : l'état-major de la Force, doté de ses propres systèmes de communication et d'information et de ses bataillons d'appui, un centre de coordination de l'action civilo-militaire, des éléments de liaison, du personnel chargé du renseignement, une unité spéciale de reconnaissance, une unité chargée des activités d'information/psychologiques, la brigade multinationale de Kaboul et une équipe spéciale chargée des aspects militaires de la gestion de l'aéroport international de Kaboul. Le commandement opérationnel de la Bundeswehr, dont les effectifs sont de nationalités allemande et néerlandaise, assure la coordination des opérations et constitue l'échelon le plus élevé du quartier général de la Force.

IV. Sécurité

a) Aperçu général de la situation en matière de sécurité

Les problèmes de sécurité dans de nombreuses régions du pays restent le principal obstacle à la mise en oeuvre du processus de Bonn. À l'extérieur de la zone de responsabilité, en particulier dans les provinces du sud et du sud-est, le nombre d'incidents, en particulier le nombre d'attaques, a augmenté par rapport aux mois précédents, et plus précisément depuis la fin des mauvaises conditions hivernales. Les éléments opposés à la poursuite du processus de paix et de stabilisation se sont regroupés et ont essayé de gêner le processus de reconstitution, de reconstruction et de réconciliation. Les combats entre factions ainsi que les affrontements entre forces militaires afghanes et Taliban, la criminalité violente et organisée (notamment liée à la drogue) ainsi que les combats entre les forces de la coalition et les restes d'Al-Qaida et des Taliban ont créé un sentiment d'insécurité au sein de la population et des représentants de la communauté internationale fournissant une assistance. Toutefois, ils ne concernaient que quelques régions du pays et de nombreuses provinces du centre, du nord et de l'ouest sont restées relativement calmes et stables.

Le nombre d'incidents enregistrés dans la zone de responsabilité de la FIAS au cours de la période considérée a par ailleurs diminué. L'attentat-suicide contre un autobus de la FIAS le 7 juin 2003 a toutefois été l'incident le plus grave enregistré au cours des 20 mois d'existence de la Force et a représenté un nouveau type d'attentat directement dirigé contre la Force. Cet incident ainsi que l'attaque contre deux soldats de la FIAS au nord de Kaboul et les deux explosions de mines qui ont fait un mort et trois blessés parmi les soldats de la Force ont montré qu'au sein de sa zone de responsabilité, les menaces qui pèsent sur la FIAS restaient très importantes.

La FIAS a néanmoins pu préserver un calme relatif dans sa zone de responsabilité en tirant parti au maximum de sa mobilité et de sa souplesse d'intervention. Elle a également obtenu de bons résultats s'agissant de la sécurité

dans la région de Kaboul en améliorant la coopération entre les divers organismes afghans de sécurité. Les risques d'attaque à la roquette ont sensiblement diminué puisque aucune attaque n'a eu lieu depuis le 30 mars 2003.

b) Évaluation des risques

Les forces militantes d'opposition, à savoir les Taliban, le Hezb-e Islami Gulbuddin et de petites cellules d'Al-Qaida poursuivront leurs actes de violence, principalement probablement contre des véhicules et des installations peu protégées du Gouvernement et des organisations non gouvernementales, mais également contre les points de contrôle des forces de la milice afghane, des convois et des installations et patrouilles de la coalition antiterroriste dans tout le pays, voire contre les forces et les installations de la FIAS à Kaboul. Leur objectif est de déstabiliser la situation, de réduire l'influence de l'Autorité de transition et de créer les conditions qui permettent aux Taliban/au Hezb-e Islami de retrouver le pouvoir politique.

D'après l'évaluation menée par la FIAS, les Taliban ont continué de réorganiser leurs moyens de commandement et de contrôle. Leurs rapports montrent qu'ils ont créé un nouveau conseil, dirigé par le mollah Omar, afin de réorganiser leurs activités en Afghanistan, y compris à Kaboul. Leurs activités s'étendent à partir des provinces du sud-est et du sud, où ils bénéficient traditionnellement d'un appui, vers les régions du centre. Leurs moyens financiers – qui contrastent fortement avec la pauvreté dans les zones rurales – leur permettent d'obtenir un appui accru de la part de la population.

Les autres facteurs d'instabilité sont la campagne antigouvernement et anticommunauté internationale qui est menée, le fait que la population estime que la reconstruction du pays et la réduction du chômage ne sont pas suffisamment rapides, la persistance de violences tribales et religieuses, et surtout les activités criminelles liées aux stupéfiants dans l'ensemble du pays. Ces dernières restent profondément préoccupantes : la culture du pavot continue de se développer, et la production d'opium brut devrait atteindre 6 000 tonnes en 2003, contre environ 3 500 tonnes en 2002. Le développement de la production d'héroïne et le trafic de drogues permettront aux forces militantes d'opposition et aux organisations criminelles d'accroître leurs moyens financiers et donc de renforcer leurs capacités militaires, de développer leur influence et « d'acheter » des partisans.

Les menaces que font peser les forces militantes d'opposition sur la ville de Kaboul continuent de provenir du sud et de l'est. L'évaluation des conditions de sécurité menées en commun par les autorités afghanes et la FIAS a montré que la région située à l'est de Kaboul (district de Surobi) revêtait une importance particulière pour la sécurité de la ville et de la FIAS. Ce « district clef », qui se trouve à proximité de la zone de responsabilité de la FIAS, permet d'assurer le contrôle sur les principales voies de communication entre la frontière avec le Pakistan et la zone de responsabilité, et continue d'offrir aux forces militantes d'opposition et aux éléments criminels une base intermédiaire à partir de laquelle organiser et préparer leurs opérations.

Les forces afghanes de sécurité ont pu, principalement grâce à une meilleure coopération, améliorer la situation en matière de sécurité. Toutefois, la situation des forces militaires afghanes et des unités de police à Kaboul reste problématique étant donné que leur niveau de formation est de manière générale insuffisant et que les

soldes ne sont pas régulièrement versées. La FIAS devra continuer à assurer la formation de ces unités et à veiller à ce qu'elles soient payées. La FIAS III estime qu'après la tenue de la Loya Jirga constitutionnelle, les unités de l'armée nationale afghane devront commencer à remplacer progressivement les forces armées afghanes concernées par le programme de démobilisation, désarmement et réinsertion à la limite extérieure de la zone de responsabilité.

En résumé, la sécurité à l'intérieur de la zone de responsabilité de la FIAS s'est légèrement améliorée et la situation est restée relativement calme bien que le nombre total d'incidents dans le pays ait sensiblement augmenté. Étant donné que cette augmentation des activités déstabilisatrices devrait à terme toucher la capitale, la FIAS IV devra prendre des mesures pour que cette poussée de violence ne se répercute pas sur la zone de responsabilité.

c) **Activités de la Force en matière de sécurité**

Tous les effectifs de la Force ont été déployés pour améliorer les conditions de sécurité. Les opérations ont été conduites sur la base des renseignements obtenus, le principe directeur étant d'utiliser au maximum toutes les unités et tous les moyens de la Force. Pour l'essentiel, les opérations de sécurité ont consisté à effectuer de façon systématique des patrouilles militaires et des contrôles des véhicules en coopération avec la police de Kaboul. Depuis le dernier rapport, la Force a encore augmenté le nombre de patrouilles quotidiennes. En moyenne, 80 patrouilles de sécurité ont été effectuées toutes les 24 heures, une réserve suffisante étant disponible pour que ce chiffre puisse être porté à 130. Un quart des patrouilles ont été effectuées avec la police afghane. Dans le centre de Kaboul, elles ont pour la plupart été effectuées à pied. Des opérations ont été menées et des postes d'observation installés dans toute la zone, de façon aléatoire, afin de désorganiser les activités terroristes et de bien montrer que la Force est à la fois déterminée à faire régner la sécurité et capable de le faire.

Pour être toujours mieux au fait de la situation dans la ZDR, la Force a déployé une unité spéciale de reconnaissance, des équipes d'agents secrets et divers moyens techniques. Grâce à un vaste réseau de liaison, la Force a instauré une coopération étroite avec les ministères et organismes de l'Autorité de transition chargés de la sécurité, a coordonné ses activités avec les leurs et a pu obtenir d'eux divers renseignements.

Au-delà de ces opérations de base, les unités de la Force ont continué à fournir toute une gamme de services (consultatifs) d'assistance pour des manifestations publiques, ainsi qu'une aide directe, en procédant à des contrôles pour détecter les engins non explosés et en affectant du personnel à des postes de commandement conjoint pour aider les autorités afghanes chargées de la sécurité à l'occasion de grandes conférences internationales, de salons et des visites de dignitaires étrangers.

Les équipes de destruction des engins explosifs et le personnel du génie de la Force ont continué à participer efficacement à la collecte d'armes et de munitions, y compris des roquettes et engins non explosés. Au cours de la période considérée, elles ont centré leurs efforts sur l'aéroport international de Kaboul et sur la sécurité générale. La destruction de missiles air-sol AS-10, dont la présence constituait un obstacle de taille à des améliorations qu'il était urgent d'apporter à l'aéroport, a permis de rendre les opérations aériennes plus sûres et plus efficaces. L'équipe de neutralisation des explosifs et munitions a commencé à dégager les champs de

mines les plus dangereux autour de l'aéroport. Au total, la Force a réuni et détruit plus de 50 000 engins non explosés tels que des roquettes, des grenades, des mines, des obus de mortier et d'autres munitions (non compris les munitions pour armes légères). Depuis qu'elle a commencé ses opérations, la FIAS III a détruit 118 000 engins non explosés.

Les services médicaux sont demeurés un excellent moyen de donner confiance à la population.

Pour se faire une meilleure idée de sa réputation, la Force a, avec des étudiants de l'Université de Kaboul, réalisé un sondage d'opinion auprès de la population de la ville. Les résultats, qui seront disponibles juste avant la fin de notre mission, devraient être utiles à nos successeurs.

d) Plans de circonstance

Il était expliqué dans le rapport précédent que l'état-major de la Force avait élaboré des plans de circonstance en cas de catastrophe humanitaire ou de détérioration des conditions de sécurité, et avait révisé le plan d'évacuation. Au cours des trois derniers mois, il n'a pas été déterminé que de nouveaux plans soient nécessaires, mais les plans existants ont été perfectionnés en vue d'être transmis à la mission qui suivra la FIAS III.

V. Coopération avec les autorités afghanes

a) Coopération civile-militaire

Comme il était indiqué dans le rapport précédent, les structures de coopération civile-militaire de la Force lui permettent d'entretenir des contacts et une coopération suivis avec les autorités afghanes, du niveau ministériel au niveau local. Outre des contacts constants avec les ministères et organismes de l'Autorité de transition chargés de la sécurité, la Force a continué d'entretenir des liens étroits avec des responsables des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, mais aussi de la MANUA et d'autres organisations internationales et organisations non gouvernementales.

Les équipes de coopération civile-militaire ont procédé à des évaluations dans plus de 530 villages, soit environ 80 % de ceux qui se situent dans la ZDR. Les évaluations globales de la situation sur le plan de l'eau, de l'alimentation, de la santé, de l'enseignement, de l'approvisionnement en électricité et des rapatriés ont été mises à jour et une autre, portant sur le marché du travail, a été entamée. Les résultats sont entrés dans une base de données à laquelle la communauté internationale a accès via le Service de l'information pour l'Afghanistan.

La force a exécuté des projets – allant de projets modestes, à effet rapide, à des projets notables dotés de budgets allant jusqu'à 50 000 euros – dans les domaines de l'enseignement, de l'eau et de la santé. Les principaux donateurs étaient la Commission européenne et plusieurs pays d'Europe. Au 20 juillet, 17 projets relativement importants avaient été menés à bien, 20 étaient en cours d'exécution et 66 étaient en préparation. Sur l'ensemble des projets en cours ou en préparation, 29 devraient être achevés avant le passage à la FIAS IV.

b) Contribution à la mise en place des structures de sécurité

C'est à l'Autorité de transition que continue d'incomber la responsabilité première d'assurer la sécurité en Afghanistan. Les divers mécanismes par l'intermédiaire desquels la Force coopère avec ses partenaires, coordonne ses activités avec les leurs et définit les orientations de l'assistance à fournir à l'Autorité de transition (Organe mixte de coordination, Groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité et Groupe mixte d'évaluation en matière de sécurité) ont continué à fonctionner comme indiqué précédemment. En outre, la Force a commencé à fournir conseils et assistance pour la mise en place d'un Centre mixte de coordination de la sécurité. Cet organisme afghan regroupant diverses entités est censé diriger les opérations de sécurité aux points d'entrée à Kaboul et dans la zone de sécurité autour de la ville, mais n'est pas encore pleinement opérationnel. L'état major de la Force a aidé les autorités afghanes compétentes à produire en concertation des « directives de mise en oeuvre » qui indiquent les tâches à exécuter, donnent des définitions et fixent les dates auxquelles il est convenu que le Centre devrait commencer à fonctionner et devenir pleinement opérationnel.

Consciente qu'il convient de répondre aux besoins immédiats avant que les officiers et autres membres de la Force de police nationale n'aient reçu une formation complète dans le cadre du projet allemand, la FIAS III a conçu et mis en oeuvre un module de formation de base correspondant aux besoins des policiers qui se trouvent déjà dans les rues. Cette formation a été dispensée à 577 policiers de 10 districts de police de la ville. La responsabilité en incombe désormais à la Mission internationale de formation de la police, à laquelle elle a été transférée. Cette stratégie pourrait aider à renforcer à court terme les moyens dont l'Autorité de transition dispose pour assurer la sécurité dans les endroits stratégiques grâce au déploiement de nouvelles unités de police en dehors de Kaboul, ce qui serait utile dans le cadre des préparatifs des élections nationales et des consultations de la Loya Jirga constitutionnelle.

En ce qui concerne la police des frontières, le Président Karzai a récemment décrété qu'elle prendrait en charge la sécurité à l'aéroport national. L'état-major de la Force s'apprête à mettre la dernière main aux préparatifs nécessaires, avec les Ministères afghans de l'intérieur et de la défense et en coopération avec le projet allemand de soutien à la police.

Ces derniers mois, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la formation de l'armée nationale afghane. La Force a été invitée à assurer la formation de spécialistes, en complément de la formation générale assurée essentiellement par les États-Unis, pays chef de file, la France et le Royaume-Uni. Un programme uniformisé de formation complémentaire a donc été mis en place à l'intention des bataillons de l'armée nationale afghane, selon le principe de la formation de formateurs. Les sujets traités vont de la conduite et de l'entretien des véhicules aux questions médicales et aux communications. Jusqu'ici, six bataillons ont bénéficié de ce programme et les résultats ont été très appréciés. En outre, la Force a commencé à assurer la formation, au niveau des sections, du bataillon des chars de la brigade blindée.

Le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ne commencera pas avant qu'une réforme importante n'ait été menée à bien au Ministère de la défense, ce qui, selon certains experts, prendra trois mois. Ce délai

n'empêchera pas de préparer le programme, mais l'arrivée de l'hiver pourrait poser des problèmes plus tard. Si besoin est, un programme pilote pourrait être mis en place avant l'hiver, ce qui permettrait de tirer certains enseignements avant de reprendre les opérations au printemps.

c) Problèmes particuliers

Aéroport international de Kaboul

L'importance stratégique de l'aéroport international de Kaboul pour la conduite des opérations de la Force a toujours été évidente. Toutefois, ces derniers mois, la FIAS a aussi fait des progrès remarquables en ce qui concerne le développement des opérations civiles de l'aéroport. Il faudra encore beaucoup de temps et d'efforts pour parvenir à l'objectif final, mais les installations sont en voie d'être mises aux normes de l'Association du transport aérien international (IATA).

Grâce à des contacts fréquents et à des négociations intensives avec les principaux participants aux opérations menées dans l'espace aérien de l'Afghanistan, à savoir le Commandant de la composante aérienne des forces de la coalition, le Ministère de l'aviation civile et du tourisme et la Force aérienne afghane, la sécurité des liaisons aériennes a été améliorée. En contrôlant rigoureusement le respect de la réglementation internationale et locale et en amenant ainsi tous les utilisateurs de l'espace aérien à faire preuve d'une discipline exemplaire, les autorités de la Force ont joué un rôle déterminant.

Les choses sont en bonne voie pour que les normes minima relatives aux instruments de navigation et d'équipement radio soient respectées; cet objectif devrait être atteint d'ici à la fin de l'année. La rénovation de la piste et des voies de circulation (y compris le système d'éclairage) est en cours et devrait être menée à bien vers le milieu de 2004. Il s'agira là d'une étape importante. Dans l'intervalle, la Force a procédé à des réparations mineures mais nécessaires de la piste pour assurer la sécurité des opérations aériennes durant l'hiver.

Dans l'ensemble, l'évolution de la situation à l'aéroport international est rassurante; de grandes compagnies aériennes européennes ont déjà manifesté l'intention d'assurer des liaisons régulières.

Processus constitutionnel

Le processus de consultations nationales sur le projet de constitution bat son plein. Le 15 juillet, le Président Karzai a publié un décret sur la convocation de la Loya Jirga constitutionnelle. Représentée tant au niveau du Groupe de travail interinstitutions qu'à celui du Séminaire des principaux dirigeants, la FIAS III est prête à mettre en oeuvre tous les moyens dont elle dispose pour faciliter les préparatifs de la Loya Jirga constitutionnelle, sur les plans de la logistique et de la sécurité, avant de passer le relais à la FIAS IV, qui veillera à ce que le processus soit mené à son terme.

Opération Liberté immuable

Bien que l'opération et la Force constituent des éléments distincts, la coordination et la coopération entre elles se sont améliorées. Un groupe de coordination se réunit deux fois par mois et des procédures conjointes ont été mises

au point pour coordonner divers aspects des opérations, qu'elles soient courantes ou d'urgence. Les commandants se réunissent régulièrement.

VI. Appréciation générale

La FIAS III considère encore la sécurité comme le principal problème, non seulement à Kaboul mais aussi pour le développement de l'ensemble du pays.

Les opérations ont suivi les grandes lignes du plan de campagne. Chaque fois que c'était nécessaire et possible, la Force s'est efforcée d'améliorer l'efficacité de ses opérations. L'accent mis sur l'amélioration du fonctionnement de l'aéroport national, notamment le recours à la police des frontières dans la partie civile de l'aéroport, a porté ses fruits. En particulier, la Force est satisfaite des progrès accomplis en ce qui concerne la coopération avec les responsables afghans de la sécurité et la promotion d'une meilleure coordination entre les divers services de sécurité afghans. Ces progrès résultent de contacts intensifs, à un niveau élevé, avec les autorités afghanes, et de la mise à profit des effectifs et des compétences de la Force.

Des contacts réguliers avec les autorités afghanes, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités militaires des États-Unis ont permis à la FIAS III d'être associée à tous les processus importants relatifs à la sécurité (Loya Jirga constitutionnelle, formation de l'armée et de la police nationales, programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, etc.).

Étant donné les progrès appréciables accomplis dans la formation de l'armée et de la police nationales, la dynamique qu'acquière les relations entre le gouvernement central et les dirigeants des provinces, l'augmentation progressive du nombre d'équipes de reconstruction des provinces et l'imminence de réformes dans le domaine du personnel au Ministère de la défense, condition essentielle au lancement du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, les perspectives semblent s'être récemment améliorées pour la poursuite de l'application du processus de Bonn. La FIAS III a joué une part active dans cette évolution.

La FIAS III peut se féliciter de ce qu'elle a accompli au cours des six derniers mois. Les préparatifs pour le passage à la FIAS IV étant bien en train, il restera une capacité opérationnelle suffisante pendant la période de transition pour que la population ne perçoive pas de différence dans le niveau d'engagement de la Force.

La FIAS III a pleinement exploité toutes les possibilités que lui donnait son mandat. Grâce à son appui constant, elle a encouragé et aidé l'Autorité de transition à progresser sur la voie de la paix et de la stabilité. Le fait que 80 organismes d'aide et organisations de défense des droits de l'homme aient instamment prié le Conseil de sécurité d'étendre le mandat de la Force à l'ensemble du pays apparaît clairement comme un signe de confiance dans les capacités et la position de la Force.

VII. L'avenir

La plupart des activités de la FIAS III, au-delà de ses patrouilles quotidiennes, seront poursuivies par la FIAS IV pour assurer cohérence et continuité, et ce notamment pendant la période de transition. Toutefois, pour que le processus de paix soit mené à bien, il est d'une importance cruciale que la sécurité et la stabilité

règnent en dehors de Kaboul. À défaut, le processus de Bonn risque de ne pas aboutir dans les délais et les résultats positifs déjà obtenus dans la zone de Kaboul seront compromis. Le déploiement dans les lieux stratégiques du pays d'unités de la police et de l'armée nationales afghanes dûment formées sera un pas essentiel dans la bonne direction.
